DÉCISION DU COMITÉ DE RÉVISION
Commission des services juridiques

NOTRE DOSSIER :	09-0739
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE :	_____
BUREAU D'AIDE JURIDIQUE :	_____
DOSSIER(S) DE CE BUREAU :	70800706-02
DATE :	Le 4 février 2010

La demanderesse demande la révision d'une décision du directeur général qui lui a retiré l'aide juridique en raison de son inadmissibilité financière en vertu des articles 4.1 de la *Loi sur l'aide juridique* et 18, 20 et 21 du *Règlement sur l'aide juridique*.

La demanderesse a demandé et obtenu l'aide juridique le 5 août 2008 pour être représentée devant la Commission des lésions professionnelles (CLP) afin de contester une décision rendue le 29 juillet 2008 par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

L'avis de retrait d'aide juridique a été prononcé le 15 septembre 2009 avec effet rétroactif au 28 août 2008, soit à la date de l'attestation initiale. La demande de révision a été reçue en temps opportun.

Le Comité a entendu les explications de la demanderesse lors d'une audience tenue par voie de conférence téléphonique le 10 décembre 2009.

La preuve au dossier révèle que la situation familiale de la demanderesse est celle de conjoints et de quatre enfants. Lors d'une révision du dossier, le bureau d'aide juridique a constaté qu'il y avait eu erreur lors de la demande initiale puisqu'on avait omis de considérer les revenus du conjoint de la demanderesse même si cette dernière avait mentionné vivre avec un conjoint.

En raison de cette nouvelle donnée, le directeur général a procédé à une nouvelle évaluation de la situation financière pour l'année 2009. Pour l'année 2009, la demanderesse a eu un revenu de pension alimentaire de 8 160 \$. Son conjoint a eu un revenu d'emploi de 22 528,52 \$ et des prestations d'assurance-emploi de 5 890 \$, pour un revenu total de 28 418,52 \$. Le revenu familial est estimé à 36 578,52 \$ et la demanderesse n'est donc pas admissible à l'aide juridique; un avis de retrait est alors émis.

Au soutien de sa demande de révision, la demanderesse allègue que lorsqu'elle a rempli sa demande d'aide juridique, on ne lui a pas demandé de renseignements ou documents relatifs à son conjoint bien qu'elle ait déclarée en avoir. Elle ajoute qu'elle n'aurait pas eu recours à un avocat si elle avait dû en assumer les coûts.

Le Comité considère que la demanderesse a été victime d'une erreur administrative. La bonne foi de la demanderesse n'est pas mise en doute. La Cour d'appel dans l'affaire *Bawolak c. Exroy Resources Ltd*¹ a reconnu qu'une erreur commise de bonne foi par l'administration peut créer des droits acquis à un administré à l'encontre du texte de loi. Le Comité est donc d'avis que, dans le présent cas, l'aide juridique ne peut être retirée rétroactivement et que la demanderesse ne peut être tenue de rembourser le coût des services rendus à la suite de l'erreur administrative.

CONSIDÉRANT que la demanderesse a obtenu l'aide juridique alors qu'elle était financièrement inadmissible à l'aide juridique;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une erreur administrative non imputable à la demanderesse;

¹ *Bawolak c. Exroy Resources Ltd*, J.E. 92-1585, EYB 1992-64064 (C.A.)

CONSIDÉRANT que la demanderesse a rempli toutes les obligations que lui imposent la loi et les règlements;

CONSIDÉRANT que la demanderesse ne peut être pénalisée pour ladite erreur administrative;

PAR CES MOTIFS, le Comité accueille en partie la demande de révision, infirme la décision du directeur général et déclare la demanderesse inadmissible à l'aide juridique à compter du 15 septembre 2009.

Me PIERRE-PAUL BOUCHER

Me CLAIRE CHAMPOUX

Me MANON CROTEAU